

**Didier JULIA**

## **FORMATION AUX MÉTIERS DE L'ENVIRONNEMENT ET EMPLOI**

Les Régions ont compétence en matière de développement économique et social et de formation. L'emploi et la formation constituent une des quatre priorités du Plan Régional 1994-1998. En la matière, le Conseil régional Ile-de-France porte son effort sur deux axes principaux :

- l'adaptation des formations aux besoins du marché de l'emploi, notamment grâce à la filière apprentissage et aux formations professionnelles et continues,
- l'appui au renforcement du tissu des PME - PMI (300 000 entreprises en Ile-de-France), fortement créatrices d'emploi.

L'un des principaux points d'appui de cette politique est le schéma régional des formations. En effet, en application de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, le Conseil Régional d'Ile-de-France, prépare actuellement un schéma des formations. Il prévoira à moyen terme les formations à mettre en place en région Ile-de-France, au regard des demandes de qualification exprimées par les entreprises et en concertation avec elles, tant en matière de formation initiale qu'en matière de formation continue.

Cette volonté de définir les objectifs généraux des formations, à la lumière des évolutions prévisibles tant économiques que démographiques, a conduit à envisager la réalisation d'études sectorielles. Il s'agit :

- d'étudier les évolutions professionnelles du secteur,
- d'envisager l'avenir des recrutements,
- de rechercher les formations les mieux adaptées aux nouvelles exigences,
- d'apprécier les besoins de formations au regard des capacités d'accueil existantes.

L'une de ces études sectorielles, en cours d'achèvement, concerne l'environnement. En effet, l'environnement est créateur d'emplois. Il n'est pas contestable que l'évolution des emplois de l'environnement a évolué favorablement depuis les années 1980 jusqu'à atteindre le chiffre de 400 000.

Les causes principales en ont été l'impact des réglementations, la création d'importantes sources de financement, et bien sûr la demande sociale.

Ces causes ont aujourd'hui évolué: si la demande sociale de qualité de vie est toujours là, on peut constater une certaine pause - d'ailleurs logique dans les réglementations. Elles sont progressivement intégrées dans les stratégies et les process de production des entreprises, ce qui amène à une pause de recrutements, une fois cette intégration effectuée.

Quant aux sources de financement, les recettes « affectées » recouvrent surtout les domaines de l'eau et des déchets et dans une moindre mesure les « espaces naturels sensibles ». Il y a encore des gisements d'emplois dans ces domaines.

Mais l'environnement, c'est aussi l'aménagement du territoire, la gestion de l'espace rural et urbain, l'entretien du patrimoine, la prévention des risques, la maîtrise de l'énergie...

Ce sont ces domaines qui sont les nouveaux gisements d'emplois, à condition qu'on organise des flux financiers autour de chacun d'eux : fonds de gestion de l'espace, péréquation de taxes, fiscalité locale, rémunération de services...

Aujourd'hui, c'est presque exclusivement la logique de l'insertion qui prévaut. Elle est indispensable socialement, mais économiquement insuffisante. Pour pérenniser les emplois, il faut qu'il y ait une demande solvable permanente. C'est sans doute la condition de la poursuite de la croissance des emplois de l'environnement. On pourra alors mettre en place, si besoin, les formations spécifiques adaptées. En l'attente, la formation continue et l'apprentissage constituent les clés du développement des compétences liées aux investissements et à l'exploitation des équipements d'aujourd'hui en matière d'environnement.

L'opération « contrats verts », lancée par les ministres du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et de l'Environnement, se concrétise progressivement en Ile-de-France et dans les autres régions. Elle vise notamment les activités liées à l'entretien du patrimoine et à l'aménagement de l'espace urbain et des territoires ruraux, c'est-à-dire ces gisements d'emplois de demain qui correspondent

à un véritable marché, à une réelle attente sociale et aux besoins physiques de gestion du cadre de vie. Ces activités ne demandent que peu de qualification professionnelle et elles ne bénéficient pas de flux financiers.

Au-delà de sa vocation sociale d'appui à l'insertion professionnelle, l'évaluation en continu qui sera faite de cette opération devrait permettre de dégager des conditions nécessaires pour pérenniser ces emplois et les transformer en véritables métiers.

Elle devrait ainsi constituer un des moteurs du développement de l'emploi en environnement.

**Didier JULIA**

**Vice-président  
du Conseil régional de l'Ile-de-France**